

ENTREVUE

Créer des étincelles

Entretien avec Julie Landry

EVE DESROCHES-MAHEUX¹

Département d'anthropologie
Université Laval

Depuis plus de sept ans, Julie Landry tente de mettre en œuvre un projet horticole éducatif ayant comme public cible de jeunes Autochtones marginalisés résidant ou non dans une réserve. Elle désire toutefois intégrer également des non-autochtones à son projet afin de mettre un frein à la division entre Autochtones et allochtones. Dans cet entretien, je tente de retracer les fondements de sa démarche à la lumière de son propre trajet de vie. Au passage, Julie Landry nous fait découvrir son projet plus en détail, les moyens qu'elle a pris pour qu'il se réalise, mais aussi les contraintes et difficultés auxquelles elle a fait face lorsqu'elle a tenté de s'immiscer dans le monde de l'entrepreneuriat. Enfin, cet entretien témoigne des aspirations et des capacités de prise en main de leur destin par de jeunes Autochtones, mais aussi des problèmes auxquels ils peuvent faire face, notamment, lorsque ces jeunes sont des femmes.

Eve Desroches-Maheux (EDM) : Pour débiter, est-ce que tu pourrais te présenter?

Julie Landry (JL) : Je m'appelle Julie Landry. Je viens de la communauté de Wôlinak et j'habite la ville de Québec depuis 2009. J'y ai déménagé pour faire le cours en arboriculture et élagage parce qu'il n'y a pas beaucoup d'emplois sur ma communauté. Même si j'avais commencé une formation en travail social, je n'arrivais pas à me placer.

EDM : Donc, tu as fait une formation au niveau du Cégep?

¹ Eve Desroches-Maheux détient une maîtrise en anthropologie de l'Université Laval. Elle a également complété un baccalauréat en anthropologie avec concentration en études autochtones, ce qui a aiguisé son intérêt à travailler sur diverses thématiques en lien avec les questions autochtones. Son mémoire de maîtrise porte sur l'engagement et la participation des jeunes kanak à Koné, en Nouvelle-Calédonie. En 2016, elle a collaboré à titre de stagiaire au projet « précaires » sous la supervision de Maria Eugenia Longo à l'INRS.

Eve.DesrochesMaheux@ucs.inrs.ca

JL : Oui. J'ai fait un peu plus que la moitié de ma technique. Ensuite, le fait de venir faire une formation en arboriculture ici, ça m'a vraiment ouvert des portes et ça m'a fait sortir de la réserve.

EDM : Tu dis que cela t'a permis de sortir de la réserve. As-tu habité un peu à l'extérieur auparavant?

JL : J'ai habité à Trois-Rivières, mais je revenais souvent travailler sur la communauté. D'une certaine façon, c'est un processus de sortir de la réserve, de sortir du « *beat* » de là. C'est un autre univers, une autre planète parfois. Alors le processus s'est fait tranquillement.

EDM : Que veux-tu dire par « un autre monde »?

JL : Est-ce que l'on peut dire « société alternative »? Je ne sais pas trop. C'est vraiment une enclave particulière sur la réserve versus « les autres » et « l'extérieur ». Et pourtant, Wôlinak est une communauté très urbaine. Je suis allée à l'école à l'extérieur, avec des religieuses. C'est accessible. On allait voir ma famille à Trois-Rivières facilement, mais malgré ce contexte, il y a tout le racisme, il y a une sorte de structure : tu restes quand même dans une enclave d'Autochtones. J'ai l'impression qu'il y a cette constante division entre « les Indiens » et « les Blancs » ou « la réserve » et « en dehors de la réserve ».

EDM : Crois-tu que c'est une structure qui est dans notre tête?

JL : Je pense que oui. Je pense que c'est en quelque sorte une structure imposée un peu insidieusement parce que ça devient pratique quand les gens ne se comprennent pas. On se regarde de part et d'autre de nos réalités, on juge plutôt que de s'allier et voir ce qui pourrait vraiment aider les deux populations. Tout le monde se dispute pour tirer la couverture de son bord.

EDM : J'aimerais maintenant que tu nous parles de ton projet. En quoi est-ce que ça consiste?

JL : D'abord, en 2005, j'avais fait un peu plus que la moitié d'une technique en travail social. J'ai lâché parce que ça ne fonctionnait pas. Je n'avais pas les nerfs pour être une intervenante au sens de ce que je voulais faire. Alors la même année, je suis allée faire une formation en production horticole, et là, ce fut un moment révélateur. Il y a un « avant » et un « après » le cours. Le fait de travailler dans la terre, de produire des

légumes, de les cuisiner et de les consommer, ça m'a fait une renaissance personnelle complète. J'avais une amie qui avait fait une formation en éducation spécialisée et on réfléchissait à un projet de ferme qui pourrait inclure les jeunes. On essayait de voir les liens possibles et puis la production horticole a tellement eu un immense impact positif dans ma vie que j'ai fait les liens. J'ai alors décidé que je voulais une ferme-école, mais à ce moment de ma vie, je n'avais pas encore suffisamment d'expérience de vie.

EDM : Où en es-tu dans la réalisation de ton projet?

JL : Jusqu'à récemment, le projet était bien avancé. L'idée était de créer des produits. L'objectif, pour moi, c'était que le jeune ait des idées de produits qui pourraient créer une étincelle de survie chez lui. Qu'il s'aperçoive que c'est possible. Qu'il peut, par exemple, produire des tisanes avec les recettes de sa grand-mère. En même temps, il va s'apercevoir qu'il peut participer au développement durable de sa région, que le jeune devienne un acteur de changement dans son propre milieu. C'est de l'*« empowerment »*. C'est ça, l'objectif de la ferme, avec des moyens comme la production ou la zoothérapie. Il y aurait tellement d'impact au niveau du développement durable et de la santé sociale. Enfin, le but est de créer des acteurs de changement et de donner du pouvoir aux jeunes sur leur propre vie et dans leur propre milieu.

EDM : Et quelle serait ta clientèle cible?

JL : Je vise des jeunes un peu marginalisés, entre 18 et 35 ans, sur et hors réserve. Je pense que c'est important d'être ouvert. D'une part, il y a l'enclave de la réserve, mais ça peut être difficile d'être un Autochtone hors réserve. Pour aller chercher les services, j'ai l'impression que c'est toujours un méandre de corridors confus.

EDM : Qu'est-ce qui est compliqué pour un jeune hors réserve?

JL : Avoir des services, savoir où aller. Prenons mon cas, par exemple, au niveau du démarrage d'entreprise. Supposons que je vais au centre local de développement. C'est intéressant, mais ce n'est pas vraiment de ça que j'ai besoin. Ils ne connaissent pas la réalité autochtone. Ils n'ont pas les contacts. Alors après, tu vas sur la réserve, mais sur la réserve, ils te recommandent un autre endroit qui dessert les Autochtones hors réserve. Alors tout dépend de l'endroit où tu habites, de l'endroit où va se situer le projet. Ça devient tellement confus. C'est un méandre de paperasses et de fonctionnaires et finalement, c'est difficile d'y arriver.

EDM : Penses-tu que c'est un problème plus important pour les Autochtones?

JL : Pas nécessairement. L'entrepreneuriat en général est compliqué. Le système n'est malheureusement pas fait pour promouvoir cela. Je ne sais pas pourquoi. Parce que ça ne rentre pas dans les « cases ». Mais oui, je pense que c'est plus compliqué si tu es un Indien. Malheureusement, il y a le racisme. Tous les : « ah on sait bien, tu ne feras rien avec ça ». Comme si les Autochtones ne sont pas capables de faire quelque chose. Par exemple, auprès de l'agence avec qui j'ai travaillé, j'ai senti vraiment fort qu'ils ne croyaient pas en moi. Pourtant, je suis capable de me débrouiller. Ce n'est pas parce que je viens d'une réserve que je suis une alcoolique finie qui ne fait que consommer. On est en 2016 pourtant... mais quand même!

EDM : Donc ta clientèle cible devrait majoritairement être constituée de jeunes Autochtones?

JL : Le plus possible, mais en même temps je ne sais pas si c'est ce qu'on appelle un vœu pieux, mais je pense que c'est vraiment important que ce soit aussi ouvert aux non-autochtones. Parce que sinon, on divise encore. Cependant, au travers de toutes mes recherches, on me demande toujours qui sera ma clientèle. Alors je leur explique que j'aimerais toucher les Autochtones de 18-35 ans sur et hors réserve, et déjà là, on me demande de préciser. J'explique que ce serait vraiment important que ce soit ouvert à des non-autochtones et même à des immigrants, mais ça devient encore plus compliqué.

EDM : Pourquoi est-ce compliqué?

JL : C'est compliqué auprès des gens dans les organisations lorsque tu vas chercher du financement. Finalement, tu ne peux pas parler aux immigrants, aux non-autochtones et aux Autochtones parce que l'argent ne provient pas des mêmes places. Le problème, c'est qu'on divise encore notre monde. Dans le fond, c'est dans la rencontre avec l'autre, avec la différence, que tu te stabilises et que tu affirmes ta propre identité. Si on est toujours la même petite « gang », tout seuls, il n'y aura pas d'évolution.

EDM : Pourquoi penses-tu que les jeunes ont besoin de ce genre de projet?

JL : Les jeunes meurent. Il y a trop de morts... Ce n'est pas possible. Je pense aux suicides, aux problématiques de santé, à d'autres choses. Humainement parlant, je ne pouvais pas essayer jusqu'au bout de faire quelque chose. J'en parle et j'ai un

« *motton* ». C'est vraiment d'une tristesse phénoménale de voir qu'en 2016, avec toutes les ressources, avec tout ce qui est accessible, il y a tous ces problèmes. Oui, il y a beaucoup plus de problématiques de suicide au niveau des jeunes au Québec en général, mais quand tu vas sur les communautés, c'est de quatre à six fois plus. C'est aberrant. Lors d'un événement de cirque social où j'étais animatrice, par exemple, il y avait une petite fille de Manawan qui, après la fin de semaine, ne me lâchait plus. Elle me demandait de la ramener avec moi. Il y avait une panique dans son visage. Tout cela, tous ces moments où tu vois de la souffrance... Elle était effrayée de retourner chez elle. Moi, la seule chose que j'avais en tête c'est « dans quoi elle s'en retourne »? Un autre jeune de Manawan que j'ai rencontré disait « De toute façon, les pères indiens sont tous méchants, c'est sûr que je vais être méchant aussi ». C'est complètement fou.

Donc, c'est le mélange de ma propre expérience et de tout l'impact que ç'a eu sur ma santé personnelle, physique, mentale et émotionnelle lorsque j'ai commencé à me mettre les mains dans la terre. De produire des choses, d'être dans le bois avec mon grand-père quand il me montrait des plantes, des affaires comme ça. Je me disais que je ne pouvais pas essayer de redonner un peu. Par rapport à l'alimentation, elle n'est souvent pas optimale sur les communautés. Sur plusieurs générations, les gens allaient dans des écoles catholiques. Ils ont donc perdu l'apprentissage de base comme faire de la nourriture saine pour se nourrir. Ce sont des notions qui sont floues. Il y a une forme de réappropriation de cela. Que ce soit en allant cueillir des choses soi-même dans le bois comme des têtes de violon. Je n'ai jamais autant apprécié des têtes de violon qu'en allant les cueillir moi-même. Il y a un lien qui se fait avec l'ingrédient, avec l'aliment, qui est plus complet. Aussi, en produisant ces choses-là, ça le rend accessible sur les communautés. Les jeunes s'approprient le procédé pour faire pousser des aliments et les cuisiner.

EDM : Jusqu'à récemment, tu étais bien avancée dans ton projet?

JL : Oui. Jusqu'à récemment, ça n'a jamais été autant sur le bord d'arriver. Mais il y a eu d'énormes problèmes avec l'agence avec laquelle je faisais affaire. C'est une agence de démarrage d'entreprise. J'avais essayé différentes choses, j'avais fait une formation en démarrage d'entreprise, mais comme tout est lourd et compliqué, j'ai choisi de faire affaire avec des professionnels. Finalement, j'ai eu du mauvais service et je suis en train de briser mon réseau de contacts. J'ai développé quelque chose avec plusieurs intervenants des commissions de la santé, le développement économique, le conseil de bande. Et c'est tout en train de tomber à l'eau. J'ai décidé de me donner un an.

J'essaie une autre stratégie qui serait plus simple. Ça resterait dans l'alimentation, le développement durable et la santé, mais ce serait moi qui serais mobile. Alors, ça demanderait moins d'infrastructure et moins de coûts de projet. Il y aurait des subventions à aller chercher. Donc, cet hiver, je réécris un plan d'affaires simplifié et je continue pour la 7^e année.

Toutefois, j'ai un projet en parallèle qui fonctionne bien. Il s'agit d'une coopérative, l'ASIFP, que j'ai fondée avec un agriculteur du village huron et un autre de Kahnawake. Il s'agit d'une coopérative où l'on essaie de faire la promotion des produits agroalimentaires autochtones, sur les communautés en général.

EDM : Tu me disais aussi que tu faisais affaire avec des ministères?

JL : C'est des commissions. Pour résumer, tu as l'Assemblée des Premières Nations pis au lieu d'avoir des ministères, c'est la commission du développement économique, la commission de la santé et des services sociaux...

EDM : Et quels sont les partenaires ou collaborateurs que tu as approchés?

JL : J'avais regardé du côté de l'économie sociale, relié au Centre Local de Développement (CLD) de Portneuf, parce que je voulais que ce soit situé là-bas pour des raisons de prix et de proximité avec la ville de Québec. Il y a beaucoup d'Autochtones qui proviennent des milieux plus éloignés qui voyagent avec l'aéroport de Québec. Il y a beaucoup de services qui y sont donnés comme les Centres d'amitié autochtones. J'ai plusieurs collaborations potentielles qui ont été développées, mais tout le monde est en attente à cause de l'agence qui ne m'a pas fourni un plan d'affaires complet et utilisable.

Sinon, mes collaborateurs sont le conseil de bande de Wôlinak, le grand conseil de bande de la Nation Waban-Aki. Je suis chanceuse parce que j'ai un bon lien avec le réseau sur la communauté, ce qui n'est pas toujours évident sur chaque communauté. Sinon j'ai des contacts au niveau des commissions et des CLD. J'avais vraiment fait un gros défrichage autant au niveau de l'économie sociale qu'au niveau du démarrage d'entreprise du côté non-autochtone. Pour le moment, tout est en attente. Les gens savent qui je suis et quel est mon projet. Par contre, je ne peux plus utiliser ce qui avait été fait avec l'agence, car ils pourraient me revenir avec des avocats. Ils m'ont fait signer des documents que j'ai fait vérifier par des avocats. Ces derniers m'ont dit que c'était totalement illégal et aberrant, ce qu'ils m'ont fait signer. Je suis prise avec une clause de non-concurrence de 10 ans. Ce n'est même pas légal, de la non-concurrence

pour 10 ans! Ce devrait être 5 ans. Ça veut dire que jusqu'à ce que j'aie 43 ans, je n'ai plus le droit de faire quoi que ce soit en lien avec l'éducation! C'est un projet social pourtant, je ne parle pas d'une compagnie de chaussettes! Mais ils disent que le concept leur appartient.

Sur une note plus heureuse, je suis chanceuse, car ma patronne m'a prise sous son aile. Elle a vécu des choses semblables. On ne se le cachera pas : l'entrepreneuriat, c'est un monde d'hommes, ça joue des coudes. En tant que petite fille, quand tu arrives dans ce milieu, il t'arrive toutes sortes d'affaires de misogynie et des situations particulières.

Par exemple, lors d'une réunion importante, il m'est arrivé une situation particulière : après que tout le monde ait fait sa présentation, ce fut mon tour de présenter l'association. J'ai regardé l'autre femme présente et je lui ai dit que j'allais parler un peu plus avec mon cœur, que ce serait plus organique. J'annonce que « mon truc, c'est l'éducation, mon volet c'est la transmission de connaissance aux jeunes » et la dame semblait intéressée. Toutefois, je me suis fait couper deux fois pendant ma présentation par un gars qui me disait « Oui, mais Julie, c'est quoi ton affaire? » parce que je sortais du cadre. Alors je me la suis fermée, il m'a coupé le sifflet. Et à la fin de la réunion, un de mes collègues a vu mon tatouage pour la première fois. Il me dit qu'il le trouve beau et me pose des questions et là, le gars qui m'avait coupée d'une manière phénoménale commence à dire : « Elle en a plein de toute façon! Vas-y, fille, montre-les, tes tatouages! ». Il me regardait comme si j'étais un morceau de viande. Je n'en revenais pas qu'il me dise ça à ce moment-là, devant tout le monde.

EDM : Ce sera tout pour mes questions. J'aimerais vraiment te remercier au nom des Cahiers du CIÉRA pour ton témoignage. Est-ce que tu aimerais ajouter un mot de la fin?

JL : J'aimerais ajouter que je trouve vraiment dommage à quel point le système est lourd. Ça brime, ça empêche cet éclat de survie de se passer...